

WILLY PELLETIER

«La casse de l'identité professionnelle rend les syndicats moins attractifs»

Selon le sociologue enseignant à l'université de Picardie Willy Pelletier, les modernisations managériales déprofessionnalisent les agents, affirmant qu'il n'y a «plus de solidarité de métier».

Les agents ont-ils perdu confiance en leurs syndicats ?

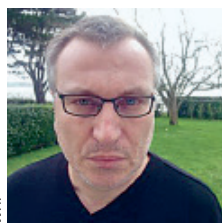
Je pense plutôt que ceux-ci sont moins attractifs parce que des modernisations managériales déprofessionnalisent les agents. Ainsi, les assistantes sociales doivent assumer leurs tâches tout en les rentrant dans des logiciels. A ce contrôle resserré s'ajoute un volume d'activité qui augmente. Elles ne peuvent plus aider comme avant et se retrouvent face à des usagers en détresse qui les insultent. Cette casse de l'identité professionnelle s'observe aussi dans d'autres professions.

Des mécanismes centraux viennent, en outre, fracturer les collectifs de travail. Avec l'augmentation du nombre des contractuels, le plus proche au travail n'est plus un semblable avec qui on a des intérêts à défendre, mais un rival. De plus, ces agents en CDD sont obligés d'être dociles aux injonctions de la culture du chiffre, ce que les fonctionnaires voient comme une insulte au métier. Ainsi, des personnes qui travaillent ensemble n'ont plus de solidarité de métier. Comment penser alors que le syndicat va être utile ?

Les fusions et restructurations de collectivités jouent-elles un rôle ?

Oui, car elles s'avivent et, avec elles, les mobilités. Appréhender le collègue comme soi-même suppose de le côtoyer. Or en 2016, un salarié de collectivité sur quatre était confronté à un changement dans l'organisation du travail, contre un sur cinq dans le privé (*). Il n'y a également plus de stabilité

aux étages de direction, parce que chaque directeur général des services veut imposer sa vision. D'où, pour les agents, une insécurité permanente.



«Avec l'augmentation du nombre des contractuels, le plus proche au travail n'est plus un semblable, mais un rival.»

Conjugué à l'individualisation des carrières (évaluation, rémunération, mobilités...), cela conduit à un repli sur soi. Comme il est difficile de se projeter sur le long terme, même pour son propre poste, les grandes causes qui demandent une vision du futur, telles les retraites, semblent de vieilles lunes et pèsent peu sur l'envie de se syndiquer.

Le mouvement des «gilets jaunes» a-t-il accentué le mouvement ?

Au contraire, il a été un booster de politisation. Les gens se sont parlé et ont construit une intelligence commune de leur misère. Une manifestation pour défendre la fonction publique rassemble moins large. Pour avoir ce même effet et défendre la civilisation du service public, il faudrait une mobilisation élargie aux usagers, aux élus, aux intellectuels et aux artistes. C'est possible et c'est même l'un des enjeux importants autour de la présidentielle, pour éviter que les conflits et les colères ne s'accroissent. ●

(*) Rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2021

ALIRE

Le délitement des collectifs de travail



Julie Gervais, politologue, Claire Lemerrier, historienne, et Willy Pelletier, sociologue, ont publié en 2021 «La valeur du service public»,

un ouvrage militant de ce dernier autant que d'analyse de sa «casse» par ses modernisations. Des situations concrètes et des sources universitaires leur permettent d'étudier notamment le délitement des collectifs de travail ou encore le recours accru aux contractuels et son impact délétère sur la syndicalisation.

«La valeur du service public», Julie Gervais, Claire Lemerrier, Willy Pelletier, La Découverte, octobre 2021.

SUR LE WEB

L'après - Covid-19 pour les syndicats

Le Bureau des activités pour les travailleurs (Actrav) de l'Organisation internationale du travail publie des études, en ligne, sur l'impact négatif de la pandémie sur les syndicats : leur marginalisation, une dualisation (poids uniquement dans le public, par exemple) ou leur remplacement par divers collectifs sont de fait aussi plausibles que leur revitalisation. Actrav leur propose donc des ressources pour renforcer leur gouvernance et innover. Un document (bientôt traduit en français), basé sur des données actualisées, doit être mis en ligne en ce début 2022.

«Trade Unions and Workers Organizations as Actors for Change», à consulter sur : bit.ly/35gNJm5



la Gazette.fr

Pour aller plus loin

Le marathon des élections professionnelles 2022 est lancé
www.lagazette.fr/772493

Comités sociaux territoriaux : le décret est paru
www.lagazette.fr/745216